CSA-SCR du 28 avril 2025

DÉCLARATION LIMINAIRE COLLECTIVE

Madame la Présidente,

Comme vous pouvez le constater, les élues et élus de Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, FO DGFIP et l'Alliance CGC-UNSA Finances Publiques n'ont pas pris de siège autour de cette table aujourd'hui.

En raison du vote sur les emplois 2025, nous avons collectivement décidé de ne pas siéger à ce CSA-SCR. Les 550 nouvelles suppressions d'emplois constituent, pour les représentantes et représentants du personnel que nous sommes, une véritable provocation, alors même que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Nous considérons donc ces suppressions d'emplois illégitimes. Alors que la Cour des comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes, qu'en sera-t-il après ces nouvelles suppressions d'emplois d'agentes et d'agents qui pourtant sont là pour assurer l'entrée des recettes de l'État et des collectivités locales ?

Nous avons bien entendu les dernières déclarations officielles, en lien avec le contexte actuel, qui semblent justifier par anticipation les mesures d'austérité qui vont encore frapper, et ce dans des proportions inédites, le monde du travail, la fonction publique et la DGFiP.

Les personnels de la DGFIP sont épuisés, démotivés, mais continuent malgré tout à faire leur travail avec une grande conscience professionnelle, en palliant quotidiennement les déficits en termes d'emplois résultant des suppressions d'emplois des années précédentes. On leur en a déjà demandé tellement, et en 2025 on alourdit encore la barque avec 550 nouvelles suppressions d'emplois. Il n'était donc pas possible pour nous de siéger dans un tel contexte.

La question des « emplois 2025 » est le révélateur du dialogue social national très dégradé qui a conduit nos camarades à ne pas siéger au CSAR. Aujourd'hui, c'est le climat du dialogue social local qui nous préoccupe fortement et ne nous permet pas de siéger à ce CSA-SCR.

Sans vouloir retracer tout l'historique d'un projet que chacun et chacune dans cette pièce connaît bien, dans le cadre du futur déménagement de services informatiques au XYLO, nous avons été profondément heurtés par le défaut de réponse de la part de la Directrice Générale à notre adresse intersyndicale du 20 décembre 2024 et par la réponse du Chef de service SI qui n'apportait pas davantage d'éléments et d'informations que ce qui nous avait été présenté en FS et en GT.

En notre qualité de représentantes et représentants du personnel, nous travaillons et nous nous battons sur tous les sujets et avec d'autant plus de détermination sur les sujets et projets impactant les conditions de vie au travail de nos collègues. Dès lors, nous ne pouvons pas accepter d'être traités avec une telle indifférence, qui s'apparente à du mépris, car indirectement cette indifférence et ce mépris visent les agentes et les agents que nous représentons.

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, F.O. DGFiP et l'Alliance CGC-UNSA Finances Publiques, sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent tous les jours. Ces agentes et ces agents méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées.

Par ailleurs, nous avons reçu un message 1/2 heure avant le début de cette instance nous annonçant que « suite à une erreur » l'ordre du jour était modifié et que le point « Emplois 2025 » serait présenté « Pour information » et non « Pour avis », contrairement à ce qui était pratiqué dans tous les CSASCR emplois les années précédentes. Ce changement est révélateur de la dégradation du dialogue social que nous dénonçons, et appuie encore notre démarche de boycott de ce jour.